

Belgian Disability Forum asbl (BDF)
Conseil d'administration
2017-02-14

Présents :

Pierre	Gyselinck	PG
Peter	Schlembach	PSch
Gisèle	Marlière	GM
Emilie	De Smet	EdS

Excusés

Ronald	Vrydag	RV
Veerle	Van den Eede	VvdE
Thérèse	Kempeneers	TKF
Valérie	Neysen	VN

Secrétariat :

Daniel	Tresegnie	DTE
Véronique	Duchenne	VDE
Olivier	Magritte	OME

Ordre du jour

1. Approbation des PV du 13/12/2016 et du 10/01/2017

- PV de décembre :
 - EDS demande une modification page 2, 19 associations : Bunckens et non Bulckens
 - PG demande une modification dans le point 7 : « ? » = question
- PV de janvier :
 - GM demande une modification du titre : 2017/01/10 et non 2017/01/13
 - PSch demande une modification dans les divers, dernier paragraphe : « Il y a qqn qui a un siège au CA avec voix consultative » et pas « conseil d'avis »
 - GM demande une modification au point 3 « utilisateurs_finaux »

2. BDF – Assemblée générale du 23/02/2017 - Partie informative, thématique : état de la situation – Intervenants

- OME explique la situation concernant les intervenants
 - CoE : Alain Faure et Brigitte Plumet
 - OME explique qu'Alain Faure a bien été invité, qu'il a demandé le programme pour pouvoir planifier son voyage. Le plan de la réunion lui a été envoyé. Il n'a pas donné de nouvelles depuis. Peut-être attend-il que nous lui signifions que les frais seront pris en charge par le BDF : il vient du Sud-Ouest de la France
 - EDS demande ce qui est prévu en terme de prise de parole et qui va couvrir les frais de déplacement. L'investissement en déplacement n'est pas excessif ?
 - DTE explique que ce qui est prévu est une intervention de Brigitte Plumet, qui présentera la stratégie du point de vue du Conseil de l'Europe et de la Belgique. Alain Faure présentera le point de vue de la société civile sur le même plan.
 - OME précise qu'initialement, la demande a été adressée à Catherine Naughton et Etienne Cuhe avec une demande d'intervention de ce dernier qui suit ces matières pour le secrétariat EDF. Celui-ci a préféré renvoyer la demande vers Donata Vivanti, déléguée au suivi du travail du CoE et Alain Faure, son suppléant. Donata n'étant pas libre, c'est Alain Faure qui la remplacera
 - GM considère qu'il ne serait pas normal que l'EDF n'intervienne pas. Elle prévoit que lors de la réunion du Board de l'EDF, Alain Faure l'interrogera à ce propos
 - EDS demande de laisser tomber l'intervention d'Alain Faure, si EDF ne couvre pas les frais
 - PG explique qu'il a eu la même réflexion en matière de coût. S'il avait demandé à Marie-Josée Schmit (AEH), cela aurait été moins compliqué, d'autant qu'elle a travaillé sur la stratégie
 - DTE répond que si Alain Faure ne vient pas, on aura pas le point de vue de la société civile ce qui serait dommage
 - DTE propose que PG et GM en parlent avec Alain Faure et Catherine Naughton lors du Board de l'EDF
 - OME précise que dans ce cas, le secrétariat ne reprend pas contact avec Alain Faure
 - CA marque son accord avec cette manière de faire et demande que le secrétariat lui transfère les échanges d'e-mail utiles
 - Carte de handicap

- Gauthier Cocle fera une présentation de l'état de la situation. Elle sera similaire à celle qu'il a faite lors du CA précédent.

3. BDF – Assemblée générale du 23/02/2017 – Partie statutaire

Rapport d'activité

- PG signale que dans la version néerlandaise :
 - il y a un « y » en trop « ...y a participé... »
 - VAPH ce n'est pas RW, mais région flamande
- EDS a également repéré quelques coquilles. Elle enverra par e-mail les corrections à apporter

Plan d'action

- GM demande d'adapter une phrase du point « Design 4 All » : étant donné que l'on ne sait pas exactement dans quelle direction on s'oriente, il vaudrait mieux utiliser une formulation du style « ...et d'évaluer quelle est la pertinence pour le BDF de s'impliquer... »
- EdS demande d'adapter, éventuellement, le point « objectifs pour le développement durable » en fonction de ce que le CA aura décidé concernant le point 12 du « Board EDF »

Comptabilité 2016 : clôture

- OME explique que la clôture a fait ressortir une erreur dans un « expense claim form » renvoyé à l'EDF : la TVA a été comptée deux fois pour le déplacement en train de GM à Amsterdam. Le BDF a donc reçu un remboursement excédentaire de 29€
- Le CA demande au secrétariat d'écrire à l'EDF pour les informer de l'erreur BDF et convenir de la marche à suivre
- OME explique que suite à l'annulation du déplacement de GM à Budapest,
 - le remboursement des taxes d'aéroport a été effectué par SN sans délai
 - le dossier de demande de remboursement des billets a été transmis à Europ Assistance
 - Les billets de train Vienne Bratislava en train n'étaient pas couverts par une assurance annulation et donnent lieu à une perte de 25€ environ.

Règlement d'ordre intérieur

- OME explique que le point n'a pas été mis à l'ordre du jour initial et propose de l'ajouter lors de l'envoi de l'ordre du jour définitif
- PG explique qu'en néerlandais on ne met pas de majuscule après « : ». Il demande d'utiliser « aangewezen door de leden » pour « désignés » dans le titre 5
- GM demande d'ajouter un espace après : « en permanence » dans l'art. 2

- Peter propose de remplacer « gewelt » par « Bezeichnet (dernier mot)

Envoi de l'ordre du jour définitif

- Le CA marque son accord pour l'insertion du point ROI en fin d'ordre du jour de la partie statutaire
- OME demande une solution pour les mandataires UNMS : avec la demande de retrait reçue de Bruno Ruebens, cela fait 3 mandats non attribués
- GM prendra contact avec Leen Pollentier. Elle demande au secrétariat de lui renvoyer la liste des mandataires UNMS

4. EDF – Board à Malte, 18-19/02/2017

PG propose de ne pas passer tous les points en revue, mais de se concentrer sur ceux qui peuvent faire l'objet de réflexions et éventuellement d'une intervention lors du Board

1) Adoption of the agenda and approval of minutes of last meeting

2) Review of activities 2016

President and Executive Committee report **(DOC-B-17-02-01)**

EDF activities report 2016 **(DOC-B-17-02-02)**

3) AGA preparation, reestablishment of committees and working groups
(DOC-B-17-02-03)

4) Update on the Social Pillar **(DOC-B-17-02-04)**

VDE explique que les participants à l'enquête sur le pilier social ont répondu en fonction de leurs centres d'intérêt. Les associations de PH ont eu l'impression que les PH ont été oubliées.

Le 23 janvier 2017, elle n'a pas pu participer à une réunion organisée par la Commission européenne (CE) car elle était réservée aux fonctionnaires nationaux. Quelques associations dont EDF ont eu l'occasion d'envoyer un représentant. La CE publiera un document prochainement.

5) Funding models of National Councils **(DOC-17-02-05)**

OME passe en revue les commentaires qu'il a transmis sur cette note.

Le financement est fort variable pour les différents Conseils nationaux.

La difficulté par rapport à cette note est que l'on n'a pas reçu d'information sur ce qu'il comptent faire de ces informations.

GM souligne que l'on sent la volonté de l'EDF de sortir du cercle vicieux en matière de financement. Pour beaucoup de Conseils nationaux, le financement reste « exclusif ». N'avoir qu'une seule source de financement reste un gros problème.

6) EDF 20th anniversary (**DOC-B-17-02-06 and Annex**)

OME explique que le secrétariat n'a pas encore reçu de détails concernant le 20^{ème} anniversaire. Il attire l'attention sur l'annexe au document 6 à ce document. Il s'agit d'un *vade mecum* pour le financement privé. Il s'agissait d'une demande de longue date du BDF. Le BDF demandait une validation par l'AG, ce qui n'apparaît pas dans les documents. Par ailleurs, le doc est introduit dans le cadre des 20 ans. Il est donc vraisemblable qu'il y ait des négociations quasiment abouties qu'il s'agit maintenant de finaliser.

EdS considère que le processus de « screening » tel que décrit (une simple recherche sur Google) ne lui paraît pas suffisant. Vérifier les choses auprès d'Amnesty international ou d'*Human Right Watch*, par exemple, lui paraîtrait nécessaire

GM considère qu'il faut s'assurer que cette « guideline » sera validée par l'AGA. Il convient aussi de demander s'ils ont consulté des spécialistes ? Les questions financières ne sont pas anodines

OME apporte un élément d'explication concernant le travail avec des spécialistes : au cours de l'année 2016, l'EDF a organisé ou participé à une formation sur le « Fundraising » en co-organisation avec d'autres ONG. Par ailleurs, il attire l'attention sur le fait que l'on parle parfois de « Donateur », parfois de « Sponsor ». Les termes recouvrent des champs proches mais différents. Il y a aussi une phrase sur les « droits dérivés ». Que sont les droits dérivés de l'EDF ?

VDE pose la question des possibilités de financement par des banques ou par des sociétés pharmaceutiques?

EDS abonde dans le même sens : qu'en est-il des possibles conflits d'intérêt avec certains types d'entreprise

GM exprime le souhait de la mise en place d'une commission d'éthique indépendante du Comité exécutif. La proposition est une bonne base mais ne résoudra pas tous les problèmes potentiels. Cette commission devrait être indépendante et devrait remettre un avis sur chaque dossier de « Fundraising »

EDS attire l'attention sur la « Liste d'exclusion ». Ne faudrait-il pas ajouter des secteurs tels que l'alcool, ou ajouter une « liste des produits sensibles »

GM souligne que lors de la décision sur le document final, si des points importants aux yeux du BDF n'ont pas été pris en compte, il faudra pouvoir acter formellement que le BDF n'est pas d'accord

DTE pose une dernière question : « qu'en pense l'Europe ? »

GM réagit en rappelant que la caution de la Commission européenne est liée à son financement actuel de l'EDF

8) EDF report on Forced sterilization **(DOC-B-17-02-08)**

GM réagit par rapport à la photo choisie pour la couverture. Celle-ci colle trop avec le lobbying anti-avortement. Elle souhaite un design plus neutre. Manque aussi la notion d'autonomie de choix

12) Sustainable Development Goals **(DOC-B-17-02-12 and Annex)**

OME distribue la note complémentaire, qui fait le point des informations obtenues auprès des services compétents belges. Contrairement à l'UNCRPD, dans ce processus-ci, il s'agit d'un processus en « peer review » : la Belgique sera « analysée » par les autres Etats et non par un comité d'experts. La Belgique veut donc « faire bonne figure ». Le timing pour s'inscrire dans le processus « officiel belge » est très court : mi-mars. Il faudra voir avec la nouvelle collaboratrice EDF.

GM se servira de la note en Board.

13) Financial Issues:

- EDF Accounts **(DOC-B-17-02-13)**
- IDA management **(DOC-B-17-02-14)**

DTE signale que les documents ont été ajoutés sur le site

17) Document relatif aux groupes d'experts

TKF fait remarquer que le fait que tous les échanges se fassent en anglais est discriminant

OME attire l'attention sur le fait que les modalités de fonctionnement sont différentes selon les groupes.

Date and venue of the next meeting: 12 May, Madrid, Spain

EDF AGA : renouvellement instances

- GM annonce qu'elle n'est plus candidate à un mandat au Board EDF. Il serait bon d'identifier un(e) nouveau(elle) candidat(e)
- PG sera présenté par AEH pour le Board et pour l'Exécutif
- TKF n'est pas candidate
- PSch non plus
- Emilie non plus
- La question se pose pour RV, VvdE et VN. Pour être candidat au Board, le fait d'être déjà connu par les autres membres de l'AGA est certainement un plus. C'est le cas de RV. GM prendra contact avec RV.
- Délégués à l'AGA, PSch confirme qu'il est disponible. Le secrétariat interrogera VvdE à son retour.

5. UNCRPD – Suivi des interpellations des ministres sur la mise en œuvre des recommandations faites à la Belgique – 3^{ème} synthèse

- OME explique qu'il a procédé à l'intégration des réponses reçues de la Ministre Fremault
- La discussion porte sur la forme utilisée pour l'exploitation de ces données : ampleur de l'événement : comment amener la presse autour de la table ?
- Le CA est d'avis qu'une conférence de presse ne sera pas efficace.
- EDS demande quel sera le message du BDF ?
- DTE explique que le BDF veut pointer que rien ne bouge, qu'il n'y a pas de résultats concrets.
- TKF précise que pour la dernière action de communication d'inclusion, on leur a conseillé d'avoir un contact avec un journaliste et d'envoyer un communiqué de presse par la suite.
- OME conclut que l'on organisera pas de conférence de presse que l'on essaiera d'avoir un rendez-vous avec un journaliste par rôle linguistique et que l'on fera suivre cela par un communiqué de presse.

6. UNCRPD – Consultation de la société civile : mise en place de conseils d'avis – Etat de la situation

- a) Vlaanderen
 - a. PG explique qu'il n'y a rien de nouveau. Il paraît qu'ils ont engagé des personnes. Mais il ne dispose pas d'informations concrètes
- b) Région wallonne
 - a. EdS explique que le Conseil de stratégie ne sera pas créé de suite car ils doivent relancer la procédure. La CWPH va être réactivée
 - b. GM regrette qu'ils aient arrêté la CWPH : il n'y a pas eu de continuité
- c) Région Bruxelles-Capitale
 - a. TKF explique que « tout roule » en COCOF et COCOM. Au niveau de la Région bruxelloise, l'ordonnance a été votée en décembre, avec comme fondement la mise en œuvre de l'handistreaming
 - b. Elle complète en précisant que pour ce qui est de la création « d'Iriscare », le projet suit son cours avec un vote majoritaire contre opposition en Commission des affaires sociales et de la santé. Iriscare ne prévoit pas de représentation des organisations représentatives. La question est donc de savoir si les organisations n'iraient pas en recours au Conseil d'Etat ? Le projet passe en plénière cette semaine.
 - c. GM demande si la situation est la même pour les aînés, les usagers ? Si c'est le cas, il faudrait les impliquer dans la démarche
- d) Fédération Wallonie-Bruxelles : aucune information
- e) Deutschsprachige Gemeinschaft
 - a. PSch explique que rien n'a changé. La réponse reçue du Ministre Antoniadis est la suivante : la société civile n'a qu'à se mettre en route, puis le gouvernement avisera

- b. Il dit qu'il va essayer de l'interpeller par l'opposition au Parlement, en espérant pouvoir montrer que cela se met en place dans d'autres régions

7. CSNPH-Bureau : retour de la réunion du 06/02

- Le Bureau a préparé la plénière du 20 février, en abordant notamment les points suivants :
 - Problèmes informatiques de la DG HAN (Curam – My handicap)
 - Projet d'avis sur la responsabilisation des employeurs du secteur privé
 - Note de position pour les représentants du CSNPH à la CARPH, suite à la proposition du groupe de travail Diversité de Selor, permettant le recrutement de personnes handicapées en CDD après la réussite d'un stage, celle-ci équivalant alors à la réussite d'une partie des examens du Selor
 - Projet d'avis suite à la demande de la SNCB sur la standardisation des quais
- Le Bureau a aussi décidé d'écrire aux 3 organisations faîtières d'ETA en vue de préparer le suivi à donner à l'évaluation des clauses sociales dans les marchés publics (circulaire de 2014)

8. Parlement européen – Intergroupe handicap : programme de travail 2017-2019

- OME explique que le programme a été transmis au CA pour son information
- Le point ne fait pas l'objet de commentaires

9. European Accessibility Act

- Rapport IMCO (*Internal Market Committee*) Interpellation des députés EU belges
- Workshop 2 et 3 février
 - a. VDE y a participé. Il existe des choses aux USA, mais globalement, la négociation ne se présente pas bien
- EDF organise une manifestation devant le Parlement européen le 6/3/2017
 - i. GM demande si le BDF va relayer l'information vers ses membres
 - ii. EDS répond que le projet est flou. Comment amener nos membres à se mobiliser dans ces conditions
 - iii. DTE dit que l'on enverra l'information par notre Newsletter
 - iv. PG explique que faire passer l'EAA dans les associations, c'est très difficile
 - v. VDE va demander un texte à Marie Denninghaus pour préparer le Directo

10. Commission européenne : enquête EaSI

- DTE explique que le secrétariat a répondu à une des 4 séries de questions : cela a pris près d'une heure par rapport au 10 minutes annoncées pour l'ensemble...

11. European Disability Card – Demande de Gauthier Cocle (voir mail)

- DTE explique la demande de Gauthier Cocle d'avoir de l'aide pour les versions alternatives du site : « facile à lire » et capsules en langue des signes

12. Design for All - 21 mars – Rencontre avec Prof. Herssens

- OME a intégré les remarques
- On envoie le questionnaire dès qu'il sera traduit

13. Directive Internet public

- a) OME précise que le calendrier est contenu dans la note
- b) AnySurfer – Demande de rencontre
 - VDE demande qui du CA peut y participer ?
 - PG dit qu'il est d'accord
 - EdS demande s'il sera possible d'envoyer un expert ?
 - VDE répond que oui

14. Divers

- Scootmobile
 - DTE explique que la CE organise une journée sur la directive "bus ». Ils cherchent quelqu'un qui représente les personnes en « scootmobile » pour un témoignage
 - EDS dit qu'elle va se renseigner
 - VDE précise que la demande est pour la fin de la semaine
 - Secrétariat fournira de l'information à l'EDF